Grand discours

Lors des dernières élections européenne, presque 50% des citoyens français n’ont pas voté.  
Depuis plusieurs décennies, nos sociétés démocratiques font face à un phénomène inquiétant : la montée d'un sentiment de défiance envers les institutions. Partout en Europe, les citoyens semblent douter de la capacité du système politique à répondre à leurs attentes fondamentales. Cette crise de confiance n’est pas le fruit du hasard, mais le symptôme d’un mal plus profond qui ronge nos démocraties. Ce mal, insidieux et persistant, fragilise les fondements mêmes du pacte républicain. Il s’incarne dans le creusement des inégalités, qui redessine en silence notre paysage social et politique. Des quartiers entiers se sentent abandonnés, des catégories sociales se perçoivent comme oubliées, des générations estiment avoir été trahies dans leurs espérances légitimes.  
Cette double réalité – défiance politique et fracture sociale – n'est pas une coïncidence. Elle nous oblige à nous interroger : notre modèle démocratique peut-il survivre à l'érosion continue du lien social ? [**Question rhétorique**, **apostrophe indirecte**]

**Paragraphe concessif**  
Certains soutiennent que ces inégalités seraient inhérentes au capitalisme moderne. **[Anaphore]** Ils soulignent la réduction de la pauvreté en Asie. Ils soulignent les opportunités créées par l'innovation technologique. Ils soulignent l’efficacité supposée de nos systèmes de redistribution.  
Mais cette vision résiste-t-elle aux données concrètes ? [**Question rhétorique**, **apostrophe implicite**]  
Quand les rapports de l'OCDE montrent que 10% de la population possède 50% des richesses nationales, peut-on parler de mobilité sociale ? [**Question rhétorique**]  
Cette croissance sans progrès, où les ultra-riches s’enrichissent tandis que les conditions de vie se dégradent, est-elle bénéfique ? [**Oxymore : "croissance sans progrès"**]  
Quand les enquêtes du CESE révèlent que "près d'un Français sur quatre se sent en marge de la société", comment affirmer que le système fonctionne ?

**Plaidoyer**

1. **L'érosion du contrat social**  
   **[Anaphore]** Les chiffres sont là, implacables : les revenus réels stagnent depuis 1980 selon l'INSEE. Les chiffres sont là, accablants : les 1% les plus riches ont capté 27% de la croissance mondiale ces quarante dernières années. Les chiffres sont là, criants : 45% des Français déclarent aujourd'hui avoir du mal à couvrir leurs besoins essentiels. [**Gradation dévalorisante** : implacables → accablants → criants]  
   Cette réalité a des visages multiples. Celui du jeune diplômé contraint à des emplois précaires malgré ses qualifications. Celui de la mère de famille obligée de choisir entre payer son loyer et le repas de ses enfants. Celui du travailleur qui, après quarante ans de labeur, découvre que sa retraite ne lui permettra pas de vivre décemment. [**Zeugma** : "payer son loyer et le repas de ses enfants"]  
   **[Anaphore]** Comment croire au mérite quand le salaire d'un PDG représente 300 fois celui de ses employés ? Comment croire à l'égalité des chances quand l'origine sociale détermine de plus en plus les trajectoires scolaires ? Comment croire en la démocratie quand elle ne parvient plus à corriger ces injustices flagrantes ? [**Anaphore**, **questions rhétoriques**, **apostrophes indirectes**]
2. **La spirale de la défiance institutionnelle**  
   Les enquêtes récentes dressent un constat sans appel :  
   • 76% des citoyens estiment que les responsables politiques sont déconnectés de leurs réalités  
   • 56% ne voient plus dans le vote qu'un geste de protestation plutôt qu'un acte d'adhésion  
   • 59% des habitants des zones rurales rencontrent des difficultés d'accès aux soins  
   Cette défiance n'est pas le fait d'un caprice populaire. Elle trouve ses racines dans l'expérience quotidienne de millions de nos concitoyens.  
   Comment s'étonner que dans les quartiers populaires, là où les services publics se dégradent jour après jour, l'abstention atteigne des records ? [**Comparaison implicite** : dégradation progressive des services → dégradation de la participation]  
   Comment comprendre que dans les territoires périphériques, là où les usines ferment les unes après les autres, les discours populistes trouvent tant d'écho ?  
   L'histoire nous enseigne pourtant qu'aux grandes crises des inégalités ont souvent succédé de grandes réformes démocratiques. Le New Deal dans les années 1930. La construction de l'État-providence après-guerre. Et pourtant, aujourd’hui il serait difficile de prétendre que nous avons su relever les défis. [**Litote**]

**Exhortation finale**  
Le moment est venu d'écrire une nouvelle page de notre histoire commune. [**Métaphore**]  
Osons une fiscalité réellement progressive qui fasse contribuer chacun selon ses moyens.  
Osons un salaire minimum revalorisé pour restaurer la dignité du travail.  
Osons des services publics accessibles à tous, partout sur notre territoire. [**Anaphore au début des phrases**]  
Je ne viens pas vous parler de révolution économique, mais des réformes sociales courageuses du Portugal [**prétérition**]  
...où la pauvreté a reculé de 26% à 19% en cinq ans, où le SMIC a augmenté de 57% sans détruire d'emplois, où la croissance a atteint 2,7% tout en réduisant les inégalités.

**Chute:**Liberté, égalité, fraternité : ces mots ne doivent pas être de simples reliques gravées au fronton des mairies, mais des réalités vécues, incarnées, respirées par chacun.  
Restaurer leur sens, c’est redonner à la démocratie sa voix, sa vigueur, son visage humain.  
Car la démocratie n’est pas une statue figée dans le marbre : **elle vit, elle doute, elle chancelle — et parfois, elle appelle au secours.** [**Personnification**]  
Il nous revient de l’écouter, de la relever, de la faire vivre à nouveau.  
Notre responsabilité est simple mais essentielle : **ne pas laisser ces idéaux devenir des fantômes muets.** [**Oxymore**]